



---

## CONVENTION BI-ANNUELLE D'OBJECTIFS

---

ENTRE :

**La Ville de SOULTZ**, représentée par son Maire M. Marcello ROTOLO, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du  
Elisant domicile Place de la République BP 21 à 68360 SOULTZ, d'une part,

ET :

**L'Association « Amicale du Personnel municipal de la Ville de Soultz**, ayant son siège à la Mairie de Soultz, Place de la République BP 21 68360 SOULTZ, représentée par sa Présidente, Nathalie SCHELLENBAUM, d'autre part,

---

## **Préambule**

Considérant que l'Amicale, association loi 1901, créée en le 21 décembre 1961, s'adresse au personnel de la ville de Soultz ;

Considérant que les activités de l'Amicale visent à permettre aux personnes en activité ou en retraite de bénéficier de différentes activités et prestations d'action sociale ;

Considérant que le projet ci-après porté par l'association participe à la politique d'action sociale de la ville de Soultz.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'association s'engage à mettre en œuvre leurs activités au regard des objectifs suivants :

- Améliorer les conditions matérielles et morales des personnels en activité et en retraite de la commune ainsi que celles de leur famille,
- Etablir un esprit de motivation et créer des liens de solidarité entre ses membres ;
- Promouvoir et coordonner toutes formes d'activités (sociales, sportives, culturelles, de loisirs, d'achat en commun, etc...) à l'exclusion de celles ayant une connotation politique, syndicale ou confessionnelle, qui permettent aux membres et à leurs familles d'accéder à des prestations ou, équipements à caractère sportif, socioculturel ou culturel.

La Ville de Soultz s'engage- à verser une subvention annuelle dans les conditions fixées par l'article 3 de la présente convention.

## **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2023.

## **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

Pour l'année 2022, la ville de Soultz contribue financièrement pour un montant de 23 000 € conformément au budget prévisionnel en annexe de la présente convention.

Pour l'année 2023, la ville se prononcera sur le montant de la subvention sur la base du budget prévisionnel présenté par l'Amicale.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget primitif annuel de la Ville et du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 4 et 5 de la présente convention.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet tel que défini dans le budget prévisionnel joint en annexe.

---

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d'un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 4.

#### **ARTICLE 4 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention ne sera versée que si l'Association :

- Respecte l'ensemble de la convention et tout avenant s'y référant
- Transmet chaque année :
  - o le compte-rendu de l'assemblée générale ordinaire
  - o Le rapport d'activités, moral et financier, intégrant un bilan et compte de résultat de l'année précédente (cerfa n°15059\*02)
- Transmet la demande de subvention avec le budget prévisionnel de l'année à venir (cerfa n°12156\*06)

La subvention sera versée en une seule fois au plus tard en juin de chaque année. Elle est imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 – article 6574.

La subvention est créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et ouvert au nom de l'Amical du personnel municipal (RIB joint en annexe).

L'ordonnateur de la dépense est la Ville de Soultz. Le comptable assignataire est le Service de Gestion Comptable compétent.

#### **ARTICLE 5 : CONTRÔLES DE LA VILLE.**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville, en présence de deux membres du comité de l'Amicale, dont le Trésorier. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention.

La Ville contrôle à l'issue de la convention que la subvention de la Ville n'excède pas le coût de la mise en œuvre des activités de l'association. La Ville peut exiger le remboursement de la part supérieure de la subvention aux coûts des activités augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

#### **ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne pourra être modifiée qu'en cas d'accord entre la Ville et l'association lequel sera formalisé par le biais d'un avenant à la présente convention. Les avenants ultérieurs seront annexés à la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

#### **ARTICLE 7 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire apparaître sur l'ensemble des parutions et des documents de communication édités par elle et relatifs à l'objet de la subvention, le soutien apporté par la Ville sous forme de logo et/ou avec la mention « Avec le soutien de la Ville ».

---

L'Association s'engage à transmettre en amont à la Ville les informations sur les manifestations qu'elle organise.

#### **ARTICLE 8 : GOUVERNANCE**

L'association s'engage :

- à participer aux réunions de travail de la Ville auxquelles elle sera conviée
- à inviter les élus membres désignés (article 6 des statuts de l'Amicale), à chaque assemblée générale de l'association et à chaque comité.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCE**

L'association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité et à produire chaque année une attestation d'assurance à la Ville.

#### **ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

Au cas où une clause de la présente convention ne serait pas respectée par une des parties, l'autre partie se réserve le droit de dénoncer la convention à tout moment par un courrier recommandé avec accusé de réception en respectant un préavis de 2 mois.

#### **ARTICLE 11 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires

A Soultz, le

Pour l'Association

Pour la Ville